



ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

PREMIÈRE SESSION

QUARANTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

Feuilleton et préavis

de l'Assemblée

Le mercredi 21 octobre 2020 — N° 134

Neuf heures quarante

Président de l'Assemblée nationale :
M. François Paradis

Partie 1

AFFAIRES COURANTES

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

- La députée de Bertrand sur le sujet suivant : *15^e anniversaire de la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles de l'UNESCO.*
- La députée de Verdun sur le sujet suivant : *Souligner la nomination de Verdun comme 11^e quartier le plus cool au monde par Time Out Magazine.*
- Le député de Saint-Jean sur le sujet suivant : *Merci aux citoyens.*
- Le député de Nelligan sur le sujet suivant : *Soulignons ensemble la Semaine nationale de la santé et de la sécurité du travail au Québec.*
- Le député de Chauveau sur le sujet suivant : *Semaine nationale de l'action communautaire autonome.*
- Le député de Jonquière sur le sujet suivant : *Souligner le 150^e anniversaire de la paroisse Saint-Dominique de Jonquière.*
- La députée de Prévost sur le sujet suivant : *Souligner l'implication des Fermières de Saint-Hippolyte.*
- La députée de Mercier sur le sujet suivant : *Open Door.*
- La députée de Saint-Hyacinthe sur le sujet suivant : *Hommage à Elliot Desnoyer, un jeune Maskoutain sélectionné lors du repêchage 2020 de la Ligue nationale de hockey.*
- Le député de Johnson sur le sujet suivant : *100^e anniversaire de Béthanie.*

DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES

PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI

DÉPÔTS a) documents
 b) rapports de commissions
 c) pétitions

RÉPONSES ORALES AUX PÉTITIONS

**INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE
PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL**

QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES

VOTES REPORTÉS

MOTIONS SANS PRÉAVIS

AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS

RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE

Partie 2
AFFAIRES DU JOUR

AFFAIRES PRIORITAIRES

DÉBATS D'URGENCE

DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS

AUTRES AFFAIRES

I. Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

- 1) **Projet de loi n° 30**
Loi visant la récupération de sommes dues à l'État
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et
président du Conseil du trésor le **14 juin 2019**
- 2) **Projet de loi n° 49**
Loi modifiant la Loi sur les élections et les référendums dans les
municipalités, la Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale et
diverses dispositions législatives
Présenté par la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation le
13 novembre 2019
- 3) **Projet de loi n° 60**
Loi modifiant la Loi sur la fonction publique et d'autres dispositions
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et
président du Conseil du trésor le **12 juin 2020**

- 4) **Projet de loi n° 61**
Loi visant la relance de l'économie du Québec et l'atténuation des conséquences de l'état d'urgence sanitaire déclaré le 13 mars 2020 en raison de la pandémie de la COVID-19
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et président du Conseil du trésor le 3 juin 2020
Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le 11 juin 2020
Reprise du débat ajourné au nom du député de La Pinière le **12 juin 2020**
- 5) **Projet de loi n° 65**
Loi modifiant principalement la Loi sur la qualité de l'environnement en matière de consigne et de collecte sélective
Présenté par le ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques le **24 septembre 2020**
- 6) **Projet de loi n° 66**
Loi concernant l'accélération de certains projets d'infrastructure
Présenté par la ministre responsable de l'Administration gouvernementale et présidente du Conseil du trésor le **23 septembre 2020**
- 7) **Projet de loi n° 67**
Loi instaurant un nouveau régime d'aménagement dans les zones inondables des lacs et des cours d'eau, octroyant temporairement aux municipalités des pouvoirs visant à répondre à certains besoins et modifiant diverses dispositions
Présenté par la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation le **30 septembre 2020**
- 8) **Projet de loi n° 68**
Loi visant principalement à permettre l'établissement de régimes de retraite à prestations cibles
Présenté par le ministre des finances le **7 octobre 2020**

Étude détaillée en commission

- 9) Projet de loi n° 23
Loi sur la dénomination et les responsabilités de certains ministres et de certains ministères et édictant la Loi sur le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et président du Conseil du trésor le 18 avril 2019
Principe adopté le **19 septembre 2019**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques
- 10) Projet de loi n° 39
Loi établissant un nouveau mode de scrutin
Présenté par la ministre responsable des Institutions démocratiques, de la Réforme électorale et de l'Accès à l'information le 25 septembre 2019
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 11 février 2020
Principe adopté le **8 octobre 2020**, et
Renvoyé à la Commission des institutions
- 11) Projet de loi n° 46
Loi modifiant la Loi sur la conservation du patrimoine naturel et d'autres dispositions
Présenté par le ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques le 14 novembre 2019
Rapport de la Commission des transports et de l'environnement (consultations) déposé le 24 septembre 2020
Principe adopté le **30 septembre 2020**, et
Renvoyé à la Commission des transports et de l'environnement
- 12) Projet de loi n° 51
Loi visant principalement à améliorer la flexibilité du régime d'assurance parentale afin de favoriser la conciliation famille-travail
Présenté par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale le 28 novembre 2019
Rapport de la Commission de l'économie et du travail (consultations) déposé le 24 septembre 2020
Principe adopté le **29 septembre 2020**, et
Renvoyé à la Commission de l'économie et du travail

- 13) Projet de loi n° 52**
Loi visant à renforcer le régime d'examen des plaintes du réseau de la santé et des services sociaux notamment pour les usagers qui reçoivent des services des établissements privés
Présenté par la ministre responsable des Aînés et des Proches aidants le 3 décembre 2019
Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations) déposé le 10 mars 2020
Principe adopté le **17 septembre 2020**, et
Renvoyé à la Commission de la santé et des services sociaux
- 14) Projet de loi n° 56**
Loi visant à reconnaître et à soutenir les personnes proches aidantes et modifiant diverses dispositions législatives
Présenté par la ministre responsable des Aînés et des Proches aidants le 11 juin 2020, et
Rapport de la Commission des relations avec les citoyens (consultations) déposé le 1^{er} octobre 2020
Principe adopté le **6 octobre 2020**, et
Renvoyé à la Commission des relations avec les citoyens
- 15) Projet de loi n° 64**
Loi modernisant des dispositions législatives en matière de protection des renseignements personnels
Présenté par la ministre responsable des Institutions démocratiques, de la Réforme électorale et de l'Accès à l'information le 12 juin 2020
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 30 septembre 2020
Principe adopté le **20 octobre 2020**, et
Renvoyé à la Commission des institutions

Prise en considération de rapports de commissions

- 16) Projet de loi n° 45**
Loi concernant principalement la nomination et le mandat des coroners et du coroner en chef
Présenté par la ministre de la Sécurité publique le 30 octobre 2019
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 15 septembre 2020
Principe adopté le 23 septembre 2020
Rapport de la Commission des institutions déposé le **20 octobre 2020**
(Amend. Transmis en vertu de l'article 252 du Règlement)
- 17) Projet de loi n° 53**
Loi sur les agents d'évaluation du crédit
Présenté par le ministre des Finances le 5 décembre 2019
Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le 15 septembre 2020
Principe adopté le 17 septembre 2020
Rapport de la Commission des finances publiques déposé le **20 octobre 2020**

Adoption

II. Projets de loi publics au nom des députés

Adoption du principe

- 18) Projet de loi n° 190**
Loi visant à exclure les pensions alimentaires pour enfants du calcul des revenus dans diverses lois à caractère social
Présenté par la députée de Sherbrooke le **7 décembre 2018**

- 19) Projet de loi n° 191**
Loi modifiant la Loi sur l'Assemblée nationale afin de prescrire la diffusion de renseignements relatifs à l'utilisation des sommes octroyées aux députés dans l'exercice de leurs fonctions
Présenté par le député de Gouin le **6 décembre 2018**
- 20) Projet de loi n° 192**
Loi visant à reconnaître le serment des députés envers le peuple du Québec comme seul serment obligatoire à leur entrée en fonction
Présenté par le député de Jean-Lesage le **28 février 2019**
- 21) Projet de loi n° 193**
Loi établissant un bouclier de protection budgétaire des services à l'éducation, à l'enfance et à la protection de la jeunesse
Présenté par la députée de Joliette le **7 février 2019**
- 22) Projet de loi n° 194**
Loi visant à assurer le respect des obligations du Québec relatives aux changements climatiques
Présenté par le député de Jonquière le **21 février 2019**
- 23) Projet de loi n° 195**
Loi modifiant la Loi sur l'Assemblée nationale afin d'élargir la portée du droit au paiement des frais d'une assistance
Présenté par le député de Chomedey le **11 avril 2019**
- 24) Projet de loi n° 196**
Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les sports afin d'instaurer le registre Passe-Sports visant à colliger les données sur l'état de santé des personnes âgées de moins de 18 ans à la suite d'une commotion cérébrale
Présenté par le député de Marquette le **11 avril 2019**
- 25) Projet de loi n° 197**
Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur afin de lutter contre l'obsolescence programmée et de faire valoir le droit à la réparation des biens
Présenté par le député de Chomedey le **9 avril 2019**

- 26) Projet de loi n° 198
Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles
Présenté par le député de Rosemont le **9 mai 2019**
- 27) Projet de loi n° 199
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement pour instaurer un droit d'initiative citoyenne en environnement et renforcer les pouvoirs et l'indépendance du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement
Présenté par la députée de Mercier le **25 septembre 2019**
- 28) Projet de loi n° 391
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement afin d'affirmer la primauté de la compétence du Québec en cette matière
Présenté par le député de Jonquière le **30 mai 2019**
- 29) Projet de loi n° 392
Loi concernant la sélection des sénateurs représentant le Québec
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **9 mai 2019**
- 30) Projet de loi n° 393
Loi affirmant la participation du Québec au processus de nomination des juges de la Cour suprême du Canada pour le Québec
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **16 mai 2019**
- 31) Projet de loi n° 396
Loi modifiant le Code civil afin que l'action visant à réparer un préjudice corporel résultant d'une agression à caractère sexuel, de la violence subie pendant l'enfance ou de la violence d'un conjoint ou d'un ancien conjoint soit imprescriptible la vie durant de l'auteur de l'acte
Présenté par la députée de Sherbrooke le **12 juin 2019**
- 32) Projet de loi n° 397
Loi visant à renforcer l'encadrement du processus de sélection, de renouvellement de mandat et de destitution d'un directeur d'un corps de police municipal
Présenté par la députée de Vaudreuil le **14 novembre 2019**
- 33) Projet de loi n° 398
Loi proclamant la Journée québécoise de la démocratie
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **20 février 2020**

- 34) Projet de loi n° 399**
Loi instaurant une présomption de consentement au don d'organes ou de tissus après le décès
Présenté par le député de Pontiac le **5 novembre 2019**
- 35) Projet de loi n° 490**
Loi instaurant l'électrification progressive du parc automobile québécois
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **26 septembre 2019**
- 36) Projet de loi n°492**
Loi sur le droit à la déconnexion
Présenté par le député d'Hochelaga-Maisonneuve le **3 juin 2020**
- 37) Projet de loi n° 493**
Loi sur l'interculturalisme
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **30 octobre 2019**
- 38) Projet de loi n° 495**
Loi autorisant la captation de sons et d'images lors des séances publiques d'un conseil municipal ou d'un conseil d'une communauté métropolitaine
Présenté par la députée de Verdun le **20 novembre 2019**
- 39) Projet de loi n° 496**
Loi sur le directeur parlementaire du budget
Présenté par le député de Rosemont le **14 novembre 2019**
- 40) Projet de loi n° 497**
Loi modifiant la Charte des droits et libertés de la personne dans le but de renforcer la protection des droits des personnes âgées et de créer la fonction de Protecteur des aînés
Présenté par le député de Rimouski le **4 décembre 2019**
- 41) Projet de loi n° 590**
Loi modifiant la Charte de la langue française afin d'instaurer la gratuité des services d'enseignement du français pour toute personne qui réside au Québec
Présenté par le député de Jacques-Cartier le **4 décembre 2019**

- 42) Projet de loi n° 591
Loi modifiant la Charte de la langue française afin de préciser dans quelles circonstances un employeur peut exiger pour l'accès à un emploi ou à un poste la connaissance d'une langue autre que la langue officielle
Présenté par le député de Matane-Matapédia le **12 février 2020**
- 43) Projet de loi n° 594
Loi visant à améliorer la qualité des soins par la fixation de ratios dans certains établissements visés par la Loi sur les services de santé et les services sociaux
Présenté par le député de Pontiac le **26 mai 2020**
- 44) Projet de loi n° 595
Loi créant le registre des loyers
Présenté par le député de Laurier-Dorion le **4 juin 2020**
- 45) Projet de loi n° 596
Loi instituant Pharma-Québec
Présenté par le député de Jean-Lesage le **15 septembre 2020**
- 46) Projet de loi n° 597
Loi visant à améliorer le soutien offert aux entrepreneurs et aux agriculteurs en matière de santé mentale
Présenté par le député de Nelligan le **10 juin 2020**
- 47) Projet de loi n° 598
Loi autorisant la vente, pour emporter ou livrer, de boissons alcooliques à base de spiritueux par le titulaire d'un permis d'alcool de restaurant pour vendre
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **12 juin 2020**
- 48) Projet de loi n°599
Loi visant le respect de l'orientation sexuelle et de l'identité de genre
Présenté par la députée de Westmount–Saint-Louis le **22 septembre 2020**
- 49) Projet de loi n°690
Loi modifiant la Charte de la langue française afin de préciser qu'elle s'applique aux entreprises privées qui exercent leurs activités dans un champ de compétence fédérale
Présenté par le député de Jean-Lesage le **24 septembre 2020**

50) Projet de loi n°691

Loi modifiant la Loi sur le ministère des Transports afin d'assurer le maintien de services de transport aérien dans certaines régions du Québec
Présenté par le *député de* Mont-Royal–Outremont le **30 septembre 2020**

Étude détaillée en commission

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

III. Projets de loi d'intérêt privé

Consultation et étude détaillée en commission

51) Projet de loi n° 209

Loi concernant la Ville de Saint-Tite
Présenté par le député de Maskinongé le **4 décembre 2019**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

52) Projet de loi n° 210

Loi concernant la subdivision d'un lot situé dans l'aire de protection de la maison Roussil à Terrebonne et en partie dans l'aire de protection de la maison Bélisle à Terrebonne
Présenté par le député de Masson le **4 décembre 2019**, et
Renvoyé à la Commission de la culture et de l'éducation

Adoption du principe

Adoption

IV. Motions du gouvernement

53) 20 octobre 2020

Motion de la ministre des Relations internationales et de la Francophonie

QUE, en vertu de l'article 22.3 de la Loi sur le ministère des Relations internationales, l'Assemblée nationale approuve
L'entente en matière de sécurité sociale entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de la République de Serbie.

Selon l'article 22.3 de la Loi sur le ministère des Relations internationales, cette motion ne peut être débattue avant le 30 octobre 2020.

V. Crédits budgétaires

VI. Débats statutaires

AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION

54) 21 octobre 2020

Motion du chef du troisième groupe d'opposition

QUE l'Assemblée nationale réitère que la langue française est une richesse que tous les Québécois ont en partage;

QU'elle reconnaisse par ailleurs le déclin important du français au Québec, particulièrement dans la grande région métropolitaine;

En ce sens, qu'elle déclare l'urgence linguistique au Québec, et qu'elle demande au gouvernement d'agir concrètement et immédiatement pour freiner cette tendance;

QU'elle déplore le fait qu'en donnant la priorité aux projets d'agrandissement du Collège Dawson et de l'Université McGill dans le projet de loi n° 66, le gouvernement finance et accélère l'anglicisation de Montréal;

QU'elle demande au gouvernement de respecter la proportion linguistique de la population étudiante et d'investir les 750 M\$ destinés à ces deux projets dans des institutions d'enseignement supérieur francophones;

QU'elle demande au gouvernement de modifier la *Charte de la langue française* pour la renforcer, et d'en assurer l'application partout au Québec, afin de mieux protéger notre langue officielle;

Enfin, qu'elle demande à la Ville de Montréal d'adopter une résolution similaire.

Partie 3

PROJETS DE LOI ADOPTÉS

(Projets de loi non sanctionnés)

Projet de loi n° 44

Loi visant principalement la gouvernance efficace de la lutte contre les changements climatiques et à favoriser l'électrification

Adopté le **20 octobre 2020**

Partie 4

TRAVAUX DES COMMISSIONS

*Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission
peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée*

[COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE](#)

[COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE](#)

Mandat réglementaire

- Audition du Vérificateur général du Québec sur son rapport annuel de gestion 2018-2019 et sur ses engagements financiers.
- Audition du Secrétariat du Conseil du trésor sur le Rapport d'application de la Loi sur l'administration publique.
- Audition du Curateur public sur le chapitre 6 du rapport de novembre 2019 du Vérificateur général du Québec intitulé « Protection des personnes inaptes sous régime public ».
- Audition du ministère des Transports du Québec sur le chapitre 2 du rapport de novembre 2019 du Vérificateur général du Québec intitulé « Activités du Centre de gestion de l'équipement roulant ».
- Audition sur le rapport spécial du Protecteur du citoyen intitulé « Donner accès au régime québécois d'assurance maladie aux enfants nés au Québec de parents au statut migratoire précaire ».

COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES, DE L'ÉNERGIE ET DES
RESSOURCES NATURELLES

Mandat de l'Assemblée

- Examen du Plan stratégique 2020-2024 d'Hydro-Québec (mandat confié le 5 décembre 2019).

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion de la Régie de l'énergie.

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 67**, Loi instaurant un nouveau régime d'aménagement dans les zones inondables des lacs et des cours d'eau, octroyant temporairement aux municipalités des pouvoirs visant à répondre à certains besoins et modifiant diverses dispositions (mandat confié le 20 octobre 2020).

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 209**, Loi concernant la Ville de Saint-Tite (mandat confié le 4 décembre 2019).

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Entendre la Commission municipale du Québec.

COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 210**, Loi concernant la subdivision d'un lot situé dans l'aire de protection de la maison Roussil à Terrebonne et en partie dans l'aire de protection de la maison Bélisle à Terrebonne (mandat confié le 4 décembre 2019).

Mandat conféré par une loi

- Audition des dirigeants des établissements d'enseignement de niveau universitaire.

Mandat réglementaire

Interpellation :

- De la députée de Saint-Laurent au ministre de l'Éducation sur le sujet suivant : *Propositions concrètes visant à redresser la situation dans la gestion de la crise de la COVID-19 dans le réseau de l'éducation par le gouvernement caquiste* (avis donné le 8 octobre 2020).

Mandat d'initiative

- Avenir des médias d'information.

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 51**, Loi visant principalement à améliorer la flexibilité du régime d'assurance parentale afin de favoriser la conciliation famille-travail (mandat confié le 29 septembre 2020).

COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 66**, Loi concernant l'accélération de certains projets d'infrastructure (mandat confié le 6 octobre 2020).

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 23**, Loi sur la dénomination et les responsabilités de certains ministres et de certains ministères et édictant la Loi sur le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (mandat confié le 19 septembre 2019).

Mandat réglementaire

- Étude trimestrielle de la politique budgétaire du gouvernement et de l'évolution des finances publiques.

COMMISSION DES INSTITUTIONS

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 39**, Loi établissant un nouveau mode de scrutin (mandat confié le 8 octobre 2020).
- **Projet de loi n° 64**, Loi modernisant des dispositions législatives en matière de protection des renseignements personnels (mandat confié le 20 octobre 2020).

COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 56**, Loi visant à reconnaître et à soutenir les personnes proches aidantes et modifiant diverses dispositions législatives (mandat confié le 6 octobre 2020).

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 52**, Loi visant à renforcer le régime d'examen des plaintes du réseau de la santé et des services sociaux notamment pour les usagers qui reçoivent des services des établissements privés (mandat confié le 17 septembre 2020).

Mandat d'initiative

- L'augmentation préoccupante de la consommation de psychostimulants chez les enfants et les jeunes en lien avec le trouble déficitaire de l'attention avec hyperactivité (TDAH).

COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 65**, Loi modifiant principalement la Loi sur la qualité de l'environnement en matière de consigne et de collecte sélective (mandat confié le 8 octobre 2020)

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 46**, Loi modifiant la Loi sur la conservation du patrimoine naturel et d'autres dispositions (mandat confié le 30 septembre 2020).

COMMISSION SPÉCIALE SUR L'EXPLOITATION SEXUELLE DES MINEURS

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- Établir un portrait de l'exploitation sexuelle des mineurs au Québec, y compris les conséquences sur le passage à la vie adulte (mandat confié le 14 juin 2019).

Partie 5

QUESTIONS ÉCRITES

*Les questions déjà inscrites paraissent
au Feuilleton du mercredi*

- 165) M. Lebel (Rimouski) – **15 septembre 2020**
Au ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale

À l'occasion de l'étude des crédits budgétaires 2020-2021 du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (Volet Emploi et Solidarité Sociale), le député de Rimouski, Harold LeBel, a eu l'occasion d'interpeller le ministre Jean Boulet sur le dossier communément appelé le « Droit à l'amour » ou la possibilité pour une personne assistée sociale vivant en couple ou en colocation de recevoir ses aides financières.

Le ministre Boulet a indiqué durant cette commission que le dossier du Droit à l'amour faisait partie des enjeux traités par le *Comité consultatif de lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale*, que le principe d'« une personne, un chèque » était d'ailleurs considéré par ce dernier et que des annonces à ce sujet viendraient prochainement.

Concernant ce dossier, mes questions au ministre Boulet sont les suivantes :

- Le ministre peut-il nous fournir un bilan de l'avancement des travaux du *Comité consultatif de lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale* concernant le Droit à l'amour et le cas échéant ses conclusions et recommandations concernant ce dossier?
- Le ministre compte-t-il mettre en place le principe d'« une personne, un chèque » dans l'attribution de l'aide sociale sans la prise en compte du nombre de personnes dans le foyer du prestataire?
- Le ministre peut-il nous reconfrmer qu'il effectuera des annonces concernant le Droit à l'amour et peut-il nous indiquer si ces annonces se feront avant la fin de l'année 2020?

- 166) M Zanetti (Jean Lesage) – **17 septembre 2020**
Au ministre de la Santé et des Services sociaux

Le 18 août 2020, le gouvernement a annoncé un investissement de 106 M\$ à la Santé publique.

Pour embaucher 1000 nouvelles ressources à temps plein à la Direction de la santé publique afin d'augmenter la capacité de retraçage en prévision de la deuxième vague. Le travail de ces gens sera de réagir aux éclosions et de procéder aux enquêtes de contacts de personnes infectées.

Mes questions pour le ministre sont les suivantes:

Pour chacun des CISSS-CIUSSS :

- Combien de personnes étaient affectées à cette tâche en date du 1 mars 2020?
- Combien de personnes étaient affectées à cette tâche en date du 17 août 2020, avant l'annonce du 18 août 2020?
- Entre le 18 août et le 15 septembre, combien de personnes ont été engagées et entrées en poste?

- 167) Mme Ghazal (Mercier) – **17 septembre 2020**
Au ministre de la Santé et des Services sociaux

Pendant la pandémie, Mme McCann suggérait de se rabattre sur les GMF et CLSC pour éviter d'engorger les urgences. Cette suggestion bien qu'elle ait désengorgé les urgences ne prend pas en compte la saturation de cette première ligne et le fait que bien des Montréalais ne sont pas suivis par un médecin de famille (32,41% des résidents du CIUSSS Centre-Sud de Montréal en date du 31 mars 2019).

En décembre 2018, je posais une question à la ministre de la santé précédente concernant l'accès aux soins de proximité via notre réseau de CLSC. À cette époque, le CLSC St-Louis du Parc et les patients qui y étaient suivis perdaient un médecin de famille qui y travaillait depuis 40 ans. Plus tard en juin 2019, le GMF La Cité fermait ses portes parce que cinq des dix médecins qui y

pratiquaient partaient à la retraite ce qui a fragilisé l'accessibilité à un médecin de famille dans ma circonscription.

Malgré la proximité des soins spécialisés au CHUM et au CUSM, nos résidents peinent à accéder à des médecins de famille et à ces services de première ligne. Une citoyenne de 73 ans a eu le temps de développer un cancer et de s'en remettre depuis qu'elle est sur la liste du GAMF. Un autre a 80 ans et sa santé se détériore parce qu'il n'a pas un médecin attitré qui peut faire un véritable suivi. Lorsqu'ils appellent dans les GMF et CLSC comme le conseillait la ministre McCann, on leur répond que les nouveaux patients sont admis à partir de la liste du GAMF et que malheureusement ils ne peuvent être suivis que par le sans rendez-vous.

Selon les plans régionaux d'effectifs médicaux (PREM) en médecine de famille, le RLS des Faubourgs – Plateau-Mont-Royal – Saint-Louis-du-Parc avait seulement une place disponible pour 2020. Difficile de croire qu'un seul médecin supplémentaire arrivera à répondre à la demande. Le CIUSSS Centre-Sud de Montréal rappelle aussi dans son rapport annuel 2018-2019 que pour le territoire Jeanne-Mance les médecins pratiquent auprès d'une clientèle vulnérable du centre-ville, ce qui limite le nombre de patients inscrits auprès de chacun d'entre eux.

Dans le contexte de pandémie, on devrait favoriser l'accès aux médecins de famille et non pas l'inverse. Pour les personnes vulnérables et vieillissantes, l'accès devrait être immédiat ou beaucoup plus rapide que ce qu'on observe sur le terrain.

Mes questions pour le ministre de la Santé sont les suivantes :

- Pendant la pandémie, est-ce que le PREM peut être modulé pour mieux répondre à l'accessibilité à un médecin de famille dans les régions plus chaudes comme celle du territoire du CIUSSS Centre-Sud?
- Plus largement, est-ce que le PREM peut être modifié pour donner plus de poids à la complexité montréalaise lors de l'allocation des ressources et ainsi combattre la pénurie de médecins de famille à Montréal?

168) Mme Ghazal (Mercier) – **23 septembre 2020**

Au ministre des Transports

Le Regroupement des associations de personnes traumatisées craniocérébrales du Québec interpelle le ministère des Transports depuis des mois pour qu'il démarre un appel de projets du Programme d'aide financière du Fonds de la sécurité routière, initialement prévu pour avril 2020.

Ce programme a permis à près d'un millier de personnes vivant avec un traumatisme craniocérébral de bénéficier de services variés tels que de l'accompagnement à domicile, des adaptations de locaux et des rencontres de soutien psychosocial pour les proches aidants.

En date d'aujourd'hui, les groupes bénéficiaires de ce Fonds attendent encore l'appel de projets. Alors que ces projets embauchent actuellement des intervenants spécialisés et dispensent des services à des personnes vulnérables, plus le ministère tarde à lancer son appel de projet, plus les risques de mise à pied et de coupure de ces services complémentaires sont importants.

Ma question pour le ministre des Transports est la suivante :

Quand le gouvernement lancera-t-il un nouvel appel de projets du Fonds de la sécurité routière, qui soutient notamment des organismes venant en aide aux victimes de la route, apportant ainsi une grande aide à des personnes handicapées vulnérables?

169) M. Gaudreault (Jonquière) – **24 septembre 2020**

Au ministre de la Santé et des Services sociaux

La tyrosinémie de type I figure parmi les maladies héréditaires fréquentes au Québec. Elle se caractérise par l'absence de production par le foie de l'enzyme nécessaire pour métaboliser la tyrosine, un acide aminé présent dans plusieurs protéines d'origine animale et végétale.

Afin de permettre aux enfants de vivre avec la maladie, un médicament leur est administré et s'accompagne d'une alimentation très restreinte en protéines. Toutefois, ce traitement entraîne pour plusieurs patients une diminution importante du taux de phénylalanine, un autre acide aminé essentiel. Ce déficit peut entraîner des retards de développement cognitif. Afin de contrer ces retards, la prise d'un supplément de phénylalanine, est recommandée.

Tel que l'a indiqué madame Sophie Taillon dans le journal Le Quotidien du 25 juin dernier, un frein majeur a un impact sur l'accès à ce supplément: le coût. Pour les parents d'un enfant atteint de tyrosinémie, le coût s'élève à plus de 100 \$ par mois. Certaines familles n'arrivent pas à payer ce montant pour un ou plusieurs enfants. Comme la phénylalanine n'est pas considérée comme un médicament, ni comme un supplément alimentaire, ce ne sont pas toutes les compagnies d'assurances privées qui le couvrent, et le Régime de l'assurance médicaments du Québec ne le couvre pas. Les mécanismes de reconnaissance à titre d'exception, tant pour le médicament que pour le patient, ont été tentés, sans succès.

Depuis plusieurs années, le Groupe Aide aux enfants tyrosinémiques du Québec ainsi que les équipes médicales sensibilisent le ministère de la Santé à cette réalité et demandent le remboursement du supplément de phénylalanine dans le traitement des patients tyrosinémiques. À ce jour, aucune réponse n'a été fournie par le ministre de la Santé.

La question est la suivante :

- À quel moment le gouvernement sera-t-il à la hauteur de sa réputation de leader mondial dans le traitement de la tyrosinémie en rendant accessible la phénylalanine à tous les patients par le biais du Régime de l'assurance médicaments du Québec?

170) Mme Labrie (Sherbrooke) – **29 septembre 2020**
au ministre de l'Éducation

L'adoption du projet de loi 40, Loi modifiant principalement la Loi sur l'instruction publique relativement à l'organisation et à la gouvernance scolaire, a eu comme conséquence de retirer l'appellation « à la vie spirituelle » de la Loi sur l'instruction publique. Devant les inquiétudes des animateurs à la vie spirituelle et à l'engagement communautaire (AVSEC) qui œuvrent dans le réseau, le ministre de l'Éducation a assuré en janvier 2020 que la profession n'était pas en péril et qu'elle serait « redéfinie en des postes d'animateurs en développement personnel et à l'engagement communautaire via une modification au Régime pédagogique », comme on peut le lire dans un article du Journal de Québec datant du 14 janvier 2020.

Depuis, les AVSEC sont sans nouvelles du ministre. Nous demandons au ministre de nous dire quel est son échéancier pour ce changement au Régime pédagogique, quelles sont les prochaines étapes à compléter vers la modification de la profession, et à quel moment il envisage que le changement sera effectif.

171) Mme Labrie (Sherbrooke) – **29 septembre 2020**
Au ministre de l'Éducation

Depuis la rentrée scolaire 2020-2021, il y a un engouement sans précédent pour l'éducation à domicile. La hausse importante du nombre d'inscriptions fait nécessairement apparaître de nombreux enjeux, tels que l'accès aux ressources pour les familles, ainsi que la capacité du ministère de soutenir les familles et de faire le suivi de leurs projets éducatifs. Une Table de concertation nationale en matière d'enseignement à la maison existe déjà au sein du ministère de l'Éducation, et son rôle consiste justement à conseiller le ministre de l'Éducation sur le sujet. Pourtant, cette table n'a pas été convoquée depuis sa suspension en 2018.

Ma question est la suivante :

Quand le ministre de l'Éducation a-t-il l'intention de réunir à nouveau cette table de concertation afin de se pencher sur les nouvelles réalités de l'enseignement à la maison ?

172) M. Fortin (Pontiac) – **30 septembre 2020**
Au ministre des Finances

Le 21 août 2020, la Société des loteries du Québec (Loto-Québec) a procédé à l'annonce du déménagement du Salon de jeux de Québec du quartier de Vanier vers celui de Beauport. Nous avons constaté que des coûts de 10M\$ seraient engendrés par le déménagement malgré le fait qu'il n'y ait pas eu d'appel d'offres pour le choix du nouveau local à Beauport.

Cette décision se base sur une étude commandée à la société KPMG qui a fait une analyse afin d'épauler Loto-Québec dans le choix d'un nouvel emplacement. Dans cette étude, on mentionne « qu'une analyse réglementaire réalisée par Loto-Québec a permis d'identifier en premier lieu certains sites potentiels. »

Toutefois, l'engagement électoral de la CAQ était de déménager l'établissement dans une « zone touristique » et non dans un quartier résidentiel comme celui de Beauport.

Le ministre peut-il nous expliquer pourquoi il est allé à l'encontre de l'engagement électoral de sa formation politique en déménageant le Salon de jeux de Québec dans un quartier résidentiel?

De même, le ministre peut-il déposer l'ensemble des documents ayant mené à cette décision, notamment l'analyse réglementaire réalisée par Loto-Québec qui a permis d'identifier certains sites potentiels?

173) M. Gaudreault (Jonquière) – **8 octobre 2020**
Au ministre des Finances

Nous avons reçu le témoignage d'un citoyen mentionnant certaines particularités en lien avec des fonds négociés en bourse, des fonds mutuels et un fonds de pension à cotisations déterminées, particularités qu'il juge être des anomalies. Selon lui, certaines distributions de revenus (remboursements de capital, gains en capital et dividendes) ne seraient pas effectuées. Nous pouvons fournir tous les documents appuyant ces prétentions.

L'enjeu que nous voulons soumettre au ministre des Finances est celui de la transparence des maisons de courtage à escompte et des institutions financières. La réglementation actuelle permet à ces institutions d'afficher seulement certaines informations sur les relevés détaillés transmis aux investisseurs et aux retraités, ce qui rend plus difficile le suivi des différents mouvements de capitaux dans leurs comptes. Ainsi, des maisons de courtage à escompte et des institutions financières semblent pouvoir éviter d'afficher certains montants qui, souvent, seraient pertinents à connaître pour les investisseurs et les retraités. Cette situation est d'autant plus préoccupante qu'elle touche possiblement une grande quantité de personnes qui ne suivent pas de manière assidue l'évolution de leurs investissements ou de leur fonds de pension. Il n'est, par exemple, pas possible de connaître les détails quant à la distribution de revenus, qu'on parle de remboursements de capital, de gains en capital, de revenus d'intérêts de source canadienne ou de dividendes.

Compte tenu de cette situation, nos questions au ministre des Finances sont les suivantes :

Est-ce que le ministre des Finances s'engage à faire la lumière sur ces éléments en lien avec les fonds négociés en bourse, les fonds mutuels et les fonds de pension à cotisations déterminées?

Est-ce que le ministre des Finances s'engage à modifier la réglementation en vigueur pour améliorer la transparence des relevés émis par les maisons de courtage à escompte et les institutions financières, en les obligeant à afficher l'ensemble des mouvements de capitaux sur les relevés détaillés des investisseurs et des retraités?

174) M. Arcand (Mont-Royal–Outremont) – **21 octobre 2020**

Au ministre des Transports

Depuis la mise sur pause au printemps dernier, plusieurs sociétés de transport collectif ont connu de majeures baisses d'achalandage. Par exemple, le Réseau de transport de la Capitale (RTC), la Société de transport de Lévis (STLévis), la Société de transport de Montréal (STM) et bien d'autres constatent des taux d'achalandage deux fois moins élevés comparativement à l'automne dernier. Pour l'instant, l'Autorité régionale de transport métropolitain (ARTM) anticipe un achalandage inférieur à la normale minimalement jusqu'en 2021. Avec les décisions gouvernementales à venir, la deuxième vague et les potentielles complications, cette tendance semble vouloir perdurer.

La pandémie a forcé les citoyens à revoir leurs habitudes. Plusieurs se questionnent et craignent des risques de contamination, préférant opter pour l'auto en solo. Selon un sondage, 75 % des utilisateurs du transport collectif au Québec envisageaient de retourner dans les autobus une fois la crise passée, tandis que 25 % ont indiqué qu'ils ne l'utiliseraient plus. Selon des experts, après une crise de confiance envers le transport en commun, par exemple comme les attentats de Madrid et Bruxelles, il faut environ un an pour revenir à un achalandage comparable.

Cette chute généralisée a provoqué des pertes financières, amplifiées par le maintien d'un niveau de service comparable. Seulement pour la grande région de Montréal, on parle d'un manque à gagner de près de 870 millions de dollars, sur trois ans. Par exemple, depuis le début de la pandémie c'est environ 75 M\$ que la STM perd chaque mois. Pour le futur, l'ARTM demande à la STM de revoir ses dépenses, de diminuer ses services en plus de revoir son projet d'acquisition de 300 véhicules alors que l'achalandage a baissé de 60 % et que selon les experts, les activités ne reprendront pas avant quelques années.

Les questions sont les suivantes :

- 1- Alors que le ministre a annoncé de l'aide pour compenser les pertes d'opération, est-ce qu'il invite la STM à revoir son projet d'acquisition d'autobus, afin que la cadence de livraison et l'augmentation du parc soient mieux synchronisées avec la reprise des activités ?
- 2- La STM souhaite embaucher 200 chauffeurs, ce qui ne fera qu'augmenter ses pertes d'opération dans le futur. Est-ce que le ministre s'engage à compenser la société pour le manque à gagner à venir de ces nouveaux services ?
- 3- Devant l'effondrement du transport collectif partout au Québec et l'utilisation grandissante de l'automobile, quelle est la stratégie du ministre par rapport au transport en commun ?

Partie 6
PRÉAVIS

I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS

Projets de loi du gouvernement

- a) 20 octobre 2020
Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant principalement des organismes du domaine de la sécurité publique – *ministre de la Sécurité publique*

Projets de loi publics au nom des députés

- b) 20 octobre 2020
Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les sports afin d'interdire les batailles dans les activités sportives auxquelles des personnes de moins de 18 ans participent – *député de Marquette*

Projets de loi d'intérêt privé

- c) 20 octobre 2020
Loi modifiant la Loi concernant l'établissement d'un régime fiscal particulier pour la Corporation de gestion du port de Baie-Comeau – *député de René-Lévesque*

II. NOUVEAUX PRÉAVIS

- aa) Loi visant à protéger les personnes contre les thérapies de conversion dispensées pour changer leur orientation sexuelle, leur identité de genre ou leur expression de genre – *ministre de la Justice*
- bb) Loi sur les véhicules hors route – *ministre des Transports*
- cc) Loi modifiant la Loi électorale afin de prévenir et de combattre les violences à caractère sexuel dans le cadre des activités politiques – *députée de Marie-Victorin*